

Strasbourg, le 22 octobre 2007

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Objet : **Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ALCAN PACKAGING à SELESTAT
Modification des conditions d'exploitation et évolutions réglementaires**

P.j. : **Projet d'arrêté complémentaire**

- I. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET SITUATION ADMINISTRATIVE**
- II. MODIFICATION D'EXPLOITATION ET EVOLUTION REGLEMENTAIRE**
- III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

I. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET SITUATION ADMINISTRATIVE

La société ALCAN Packaging, dont le siège social est situé 2, rue Frédéric Meyer, B.P. 60128, 67603 Sélestat Cedex, exploite des installations de fabrication d'emballages souples à base de papier ou d'aluminium sur le site de SELESTAT.

La société ALCAN Packaging (anciennement Société Alsacienne d'Aluminium) s'est implantée à Sélestat en 1932. Ces activités ont été autorisées ont été régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2002, complété par les arrêtés préfectoraux du 9 août 2004 relatif aux prévisions ou constats d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone et du 11 septembre 2007 relatif à l'autosurveillance des eaux souterraines.

II. MODIFICATION D'EXPLOITATION ET EVOLUTION REGLEMENTAIRE

Demande de prolongation de détention et d'utilisation de sources radioactives

L'article R.1333-52 du code de la santé impose à tout utilisateur de sources radioactives scellées de faire reprendre ses sources périmées ou en fin d'utilisation. Au sens du même article, une source scellée est réputée périmée au bout de dix ans d'utilisation, sauf dérogation accordée par l'autorité responsable de l'autorisation.

Pour les installations soumises à autorisation au titre du code de l'environnement, les L.1333-4 et R.1333-26 du code de la santé publique prévoient une simplification permettant d'éviter une double procédure d'autorisation.

Dans ce cas, l'autorité responsable peut accorder une prolongation dérogatoire sur la base d'une demande dûment justifiée et après avoir notamment vérifié :

- l'engagement du fournisseur ou du fabricant sur le maintien des caractéristiques de la source pour la durée de prolongation demandée,
- les résultats des derniers contrôles des sources scellées, en particulier pour ce qui concerne l'étanchéité,
- les dispositions prises pour faire reprendre la source par son fournisseur à l'issue de la prolongation.

Cette demande vise la prolongation d'utilisation de la source scellée de Kr85 (11,1 GBq) n° 3722BX. L'utilisation et la détention de cette cellule ont été régulièrement autorisées par l'arrêté du 10 avril 2002. Cette cellule est utilisé à des fins de mesures de grammage (contrôle de l'épaisseur d'un film plastique).

L'échéance des 10 ans de détention, pour cette source, est arrivée à terme le 6 novembre 2006. La prolongation est demandée pour une période de 5 ans.

L'examen des pièces fournies, dans le cadre de cette demande, appelle les remarques suivantes :

- Par courrier en date du 12 mars 2007, la société HONEYWELL a délivré, à la société ALCAN PACKAGING, un certificat portant sur les propriétés physiques, mécaniques, électriques de la source et du corps de jauge attestant :
- du maintien des caractéristiques de la source pour la durée de prolongation d'utilisation demandée,
- du bon état de fonctionnement sans fuite radioactive décelable.
- Le rapport de vérification de l'organisme agréé, ici l'APAVE, en date du 12 septembre 2006, conclut que la protection contre l'exposition externe est assurée.

- Par attestation en date du 24 janvier 2007, la société HONEYWELL s'engage à reprendre la source visée par la demande, en fin d'utilisation, que la période soit les 10 ans de la validité du visa initial ou plus.

Considérant ce qui précède, il n'y a pas d'objection pour donner une suite favorable à cette demande de prolongation d'utilisation pour une durée de cinq ans.

Situation administrative des sources détenues par la société

La nomenclature des installations classées a évolué au regard du classement des sources scellées. Selon l'ancien classement, l'utilisation de sources scellées par la société ALCAN PACKAGING relève du régime de la déclaration. Or le nouveau classement la fait relever du régime de l'autorisation.

La société ALCAN PACKAGING a, conformément à l'article L.513-1, informé l'autorité compétente, dans l'année suivant la publication du décret de modification, afin de pouvoir fonctionner au titre des droits acquis.

La situation administrative doit être modifiée afin de viser la rubrique n° 2715.

Rejets atmosphériques

Gestion des Composés Organiques Volatils

Au vu du bilan matière des COV pour l'année 2006, le rendement global du traitement des COV (incinération et récupération), sans réaliser la dichotomie entre les rejets traités par incinération ou récupération et les rejets by-passés, est de 84%.

Ce rendement est assez mauvais mais explicable, d'une part, par les rejets by-passés et les périodes de fonctionnement dégradé de l'incinérateur et de la récupération solvant (dysfonctionnement, démarrage, arrêt,...) et, d'autre part, par l'augmentation des diffus.

Par ailleurs, le rendement propre à chaque traitement doit être défini pour confirmer ou infirmer le bon fonctionnement de l'incinération et de la récupération.

Aussi, l'exploitant doit :

- réaliser une étude technico-économique sur les possibilités de réduction des diffus avec un délai de 2 ans,
- réaliser et transmettre un bilan annuel du bon fonctionnement des installations de traitement.

Atelier de traitement de surface

Le traitement de surface contient plusieurs types différents de traitement (chromage, nickelage, cuivrage, dégraissage Ni-Cu et Cr). L'auto-surveillance prescrite ne permet pas de suivre tous les rejets atmosphériques.

Au vu des campagnes de mesures faites par l'exploitant, les prescriptions relatives à cette auto-surveillance doivent être modifiées pour viser le suivi des rejets de cuivre et de nickel.

Les chaudières

La campagne de mesures transmise montre des concentrations en NOx proche de la limite et seule l'incertitude ne permet pas d'affirmer que ce sont des dépassements. Il apparaît nécessaire que l'exploitant mette en place une solution de réduction des rejets de NOx par un traitement soit primaire soit secondaire.

Aussi, l'exploitant doit réaliser, dans un délai de 6 mois, une étude technico-économique visant à réduire les rejets en NOx des chaudières.

Adéquation des prescriptions relatives aux installations de charge d'accumulateurs

Les prescriptions de l'AP du 10 avril 2002 sont relatives à des locaux de charge or le site ne possède que des postes de charges répartis selon les besoins. Ainsi, les prescriptions actuelles ne sont ni adéquates ni pertinentes. Il est nécessaire de les adapter aux réalités de l'établissement.

Aussi, les prescriptions de l'article 18.8 de l'arrêté d'autorisation de 2002 doivent être abrogées et remplacées par des prescriptions ad hoc.

Prescriptions et dispositions relatives aux déchets

Les prescriptions relatives aux quantités de déchets produits doivent être modifiées afin de prendre en compte les types de filière d'élimination ainsi que l'externalisation du traitement de certains déchets.

Par ailleurs, un ratio, correspondant à la masse de déchets produits par millions de m² de produits finis, doit être prescrit afin de pouvoir relier les quantités de déchets à la production.

Aussi, les prescriptions de l'article 10.1 de l'arrêté d'autorisation de 2002 doivent être abrogées et remplacées par des prescriptions ad hoc.

Arrêté Ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921

L'arrêté du 10 avril 2002 comprend des prescriptions relatives à la prévention du risque de prolifération de légionelle dans les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air. Ces prescriptions sont obsolètes et doivent être remises à jour au regard de l'arrêté ministériel susmentionné.

Par ailleurs, la rubrique n°2921 n'existant pas en 2002, il convient de modifier l'arrêté d'autorisation afin d'ajuster la situation administrative pour prendre en compte l'évolution de la nomenclature des installations classées.

Prescriptions et dispositions relatives aux déchets

Les prescriptions relatives aux quantités de déchets produits doivent être modifiées afin de prendre en compte les types de filière d'élimination ainsi que l'externalisation du traitement de certains déchets.

Par ailleurs, un ratio, correspondant à la masse de déchets produits par millions de m² de produits finis, doit être prescrit afin de pouvoir relier les quantités de déchets à la production.

Aussi, les prescriptions de l'article 10.1 de l'arrêté d'autorisation de 2002 doivent être abrogées et remplacées par des prescriptions ad hoc.

III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Considérant ce qui précède, nous proposons, en application du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18, de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2002, par arrêté complémentaire.